

Le Budget

On pourrait dire que le Canada doit maintenant planifier son avenir. On pourrait dire qu'il doit décider de l'orientation qu'il doit prendre. Je reprends les paroles qu'un célèbre penseur avait prononcées il y a bien des années: «Quand on ne sait pas où l'on veut aller, il y a de fortes possibilités qu'on se retrouve ailleurs.» Selon moi, c'est justement là où se trouvait le Canada jusqu'en 1993, et même jusqu'au dernier budget.

Jusqu'ici, l'économie reflétait le point de vue que les déficits sont moins importants que la croissance ou les emplois. Je regarde les choses d'un point de vue différent. Compte tenu de ce qu'a connu notre économie et notre pays au cours des derniers mois, des nombreux Canadiens qui ont perdu leur emploi, des entreprises qui sont devenues clandestines et des sociétés qui ont simplement mis fin à leurs activités, je dis qu'on ne peut plus tolérer la situation, dans ce grand pays qui est le nôtre. Notre gouvernement a conçu un programme qui doit favoriser le renouveau, tant pour l'ensemble du Canada que pour chacun de ses habitants.

Les gens ne veulent pas vivre d'assurance-chômage ou d'aide sociale, au Canada. Les Canadiens veulent travailler. Ils veulent gagner leur vie et mériter le respect que confère un emploi à la hauteur de leurs possibilités. Nous voulons parler des expériences personnelles des Canadiens dans le monde des affaires, des moyens à prendre pour diriger une entreprise et la tenir à flot en période de difficulté.

C'est là un besoin auquel le budget a répondu en reconnaissant l'importance de la petite entreprise. Ma circonscription se distingue peut-être un peu des autres du fait qu'elle regroupe un nombre plus élevé de travailleurs du secteur privé oeuvrant dans des petites entreprises de moins de 15 employés. Il est important que le gouvernement apprécie son rôle à sa juste valeur, du moins sur le plan de l'accès au capital. C'est l'une des raisons pour lesquelles je félicite le ministre des Finances de sa ténacité à l'égard du code de conduite dicté par ce budget.

• (1755)

Sans un tel code de conduite, non seulement les banques pourraient décider du choix des priorités en matière de prêts, mais aussi les petites entreprises, qui créent la richesse au sein de cette économie, pourraient tout simplement décider de partir ou de passer à l'exploitation au noir.

Afin de régler la question de l'économie parallèle, on a aussi inclus dans ce budget un volet concernant la TPS. Le Comité des finances a reçu le mandat de modifier, de changer ce qui est perçu comme la taxe la plus détestée des temps modernes de notre histoire. Nous croyons qu'une modification de la TPS contribuerait à renouveler l'économie. Elle pourrait faciliter la relance des entreprises.

Le Parlement est tenu envers la population du Canada de présenter des politiques fiscales logiques et de restaurer la foi dans nos institutions politiques. C'est notre devoir de réformer le Parlement et d'abolir les avantages et les privilèges auxquels les Canadiens ordinaires n'ont pas accès. Nous devons donner l'exemple. Ce Parlement ne peut demander aux Canadiens de faire d'énormes sacrifices s'il ne sait pas pratiquer ce qu'il prêche.

C'est pourquoi, en ma qualité de l'un des plus jeunes députés de ce Parlement, j'appuierais certainement toute mesure visant à corriger un déséquilibre qui est parfaitement perçu par les Canadiens, soit l'écart énorme et ridicule qui existe entre le monde réel et ce qui se passe ici à la Chambre des communes.

La taille de la circonscription d'Ontario, qui compte quelque 200 000 habitants, est l'un des aspects les plus intimidants de mon travail en tant que député et ce n'est pas quelque chose que je prends à la légère. Chaque député reçoit chaque jour des lettres de nombreux électeurs sur des sujets très variés, et je m'efforce évidemment de répondre à celles que je reçois.

Pendant la période qui a précédé la présentation du budget, les électeurs de ma circonscription m'ont soumis deux ou trois revendications dont ils voulaient que le ministre des Finances tienne compte. En premier lieu, ils demandaient que les prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance-maladie ne soient pas imposables. Le gouvernement a su écouter et il a fait droit à cette demande.

Deuxièmement, les électeurs souhaitaient que le gouvernement stimule le secteur du logement en autorisant l'utilisation du régime d'épargne-retraite pour l'achat d'une maison. Je ferai remarquer que cette politique, appliquée provisoirement par l'ancien gouvernement, avait en fait été subtilisée à la politique énoncée par le Parti libéral en 1988-89. Il s'agit d'une bonne politique et je suis heureux que le gouvernement l'ait adoptée à titre temporaire, mais je suis encore plus fier de voir que le Parti libéral ait décidé de lui donner un caractère permanent, ayant reconnu que l'industrie de la construction n'est pas qu'un simple rouage de la grosse machine économique, mais l'une de ses composantes fondamentales.

Le processus budgétaire est une fonction continue qu'il convient d'examiner, puis de soumettre aux Canadiens après quelques mois, afin de permettre à ceux-ci, notamment aux habitants de ma circonscription, de discuter de ses nombreux volets.

Cet exercice donne aux électeurs de ma circonscription, avec qui j'ai eu l'occasion de discuter du budget la semaine dernière, l'occasion d'intervenir plus activement dans le processus décisionnel général, non seulement auprès de leur député mais par rapport au processus budgétaire comme tel. Il faut reconnaître au gouvernement tout le mérite qui lui revient pour avoir donné au public la chance de participer au processus d'examen au Parlement.

Ma circonscription bénéficie, comme le reste du Canada, du programme d'infrastructure, puisqu'elle recevra 47 millions de dollars. Ce montant permettra d'employer plus de 1 000 personnes qui, autrement, n'auraient peut-être pas eu la possibilité de travailler. D'un autre point de vue, on peut dire que les 1 000 emplois investis dans l'infrastructure, c'est-à-dire les travaux d'amélioration des égouts et des aqueducs, aideront l'économie.

Je suis heureux d'appuyer le budget et je remercie les habitants de la circonscription d'Ontario de l'appui qu'ils m'ont accordé.

• (1800)

M. Charles Hubbard (Miramichi): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat sur le budget et d'exprimer les préoccupations des gens de ma circons-